

Financement du développement

osé Giron : " Il faut davantage de recettes fiscales "

représentant résident du Fonds monétaire international (Fmi) en Côte d'Ivoire s'est prononcé le 8 juin à l'Institut national polytechnique (Inp-HB) de Yamoussoukro, sur la Côte d'Ivoire, lors d'une conférence sur le thème " Les perspectives économiques en Afrique 2018: une reprise timide avec des importants défis".

Comment se porte globalement la Côte d'Ivoire, selon vous?

Côte d'Ivoire se porte très bien. C'est l'un des pays avec le taux de croissance les plus importants en Afrique. C'est la continuation d'une situation économique très positive, depuis environ sept à huit ans où la croissance moyenne a atteint 9 %, une des plus élevées au monde. Ceci a été fait dans un contexte visant à maintenir les équilibres macro-économiques avec une politique budgétaire prudente. L'État va en même temps de mettre en œuvre une politique de développement à long terme. Évidemment, comme dans toutes les circonstances, il y a encore des efforts à faire. Entre autres, l'État devrait faire plus d'efforts pour mobiliser davantage de recettes qui sont nécessaires pour financer le développement et aussi continuer avec des réformes structurelles, pour améliorer le climat de l'investissement. C'est ce que dans la croissance



ivoirienne, il doit y avoir une plus grande part du secteur privé. Cela doit continuer pour soutenir la croissance dans les prochaines années. Et ce pays a les capacités pour le faire.

Au regard de ses performances, quel regard portez-vous sur l'échéance fixée pour l'émergence économique?

Je n'aime pas donner les dates, mais moi je crois aux politiques. Mais je crois que les politiques qui sont mises en œuvre ici, permettront effectivement à la Côte d'Ivoire d'atteindre l'émergence. Je ne suis pas un sorcier, je n'ai pas une boule de cristal, je ne peux pas vous assurer si c'est en 2020, 2021 ou en 2022, je ne sais pas. Mais ce qui est important, c'est la politique. Franchement, si vous êtes pré-émergent l'année prochaine et que deux ans après vous atteignez l'émergence, je crois que c'est le plus important.

Pour y parvenir, quels sont

les défis majeurs à relever?

Effectivement, il y a beaucoup de défis à relever. Il faut mettre en œuvre des politiques pour continuer à soutenir les populations. Il faut continuer à développer les infrastructures. Il faut se rappeler que pendant très longtemps, les infrastructures de ce pays ont été délaissées alors que les populations ont augmenté. Il faut faire des efforts pour mobiliser des recettes budgétaires, développer des programmes de soutien social, comme la Couverture maladie universelle, toutes ces choses qui permettent au développement de se maintenir.

La polémique enfle autour du maintien ou non du Franc CFA. Quel est votre regard sur cette question?

Je ne vois aucune polémique autour de cette monnaie, je l'ai dit toujours. Le franc Cfa a bien fonctionné pour les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) et les pays de la

Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Le Franc Cfa a assuré la condition essentielle pour la croissance de tous les pays, c'est-à-dire la stabilité économique. C'est une monnaie stable. Le Franc Cfa, actuellement, n'a pas un problème de compétitivité, mais en plus, le niveau du Franc Cfa est bon. Au Fmi, on fait des analyses économiques pour évaluer la dévaluation ou la surévaluation de toutes les monnaies au monde et on voit que la valeur du Franc Cfa est consistante avec les fondamentaux de l'économie de la Côte d'Ivoire et du reste du monde. C'est aux pays africains de décider si ce cadre peut évoluer, changer ou être amélioré. Mais il n'appartient pas au FMI de faire des recommandations sur cette question. Ce que nous faisons, c'est de nous assurer que la stabilité est maintenue. L'un des aspects, c'est le fort taux de change qui se porte bien.

PROPOS RECUEILLIS PAR N'DRI CÉLESTIN